Parliamentary Assembly
Assemblée parlementaire
https://pace.coe.int

COUNCIL OF EUROPE
CONSEIL DE L'EUROPE

Doc. 14102
23 juin 2016

Mettre fin à l'abus de l'état d'urgence en France contre le droit de réunion et le droit de grève

Déclaration écrite n° 608

Cette déclaration écrite ne reflète pas la position de l'Assemblée, mais uniquement celle des membres qui l'ont signée. Elle ne fera pas l'objet de mesures supplémentaires de l'Assemblée.

En novembre 2015, la France a déclaré qu'elle allait prendre des mesures dérogeant à la Convention européenne des droits de l'homme pour prévenir les attentats terroristes. Le Commissaire aux droits de l'homme du Conseil de l'Europe et l'Assemblée parlementaire, dans sa Résolution 2090 (2016) et sa Résolution 2116 (2016), ont fait part de leurs préoccupations concernant cet état d'urgence, demandant à ce qu'il soit limité « au strict minimum dans le temps et dans l'espace ».

L'état d'urgence a été utilisé de manière abusive pour interdire des manifestations de militants écologistes lors de la COP21, pour autoriser des perquisitions de domicile et des assignations à résidence et pour restreindre la jungle de Calais, malgré l'absence de tout lien avec le terrorisme.

L'état d'urgence sert maintenant à empêcher des manifestations et des grèves contre la « Loi Travail », organisées par des citoyens, des travailleurs, des syndicats et par le mouvement Nuit Debout en France. Des militants sont arbitrairement assignés à résidence et des manifestations sont interdites. Du gaz lacrymogène, des balles en caoutchouc et des grenades neutralisantes sont systématiquement utilisés, tandis que le contrôle judiciaire et politique n'encourage pas l'évaluation de la nécessité et de la proportionnalité des mesures juridiques et pratiques.

Nous condamnons l'abus de l'état d'urgence et la menace du terrorisme brandie pour violer le droit à la liberté de réunion et le droit de grève au mépris de la Convention européenne des droits de l'homme.

Signé (voir au verso)

Signé[1]*:*

HUNKO Andrej, Allemagne, GUE
CILEVIČS Boriss, Lettonie, SOC
ELZINGA Tuur, Pays-Bas, GUE
FINCKH-KRÄMER Ute, Allemagne, SOC
GROTH Annette, Allemagne, GUE
HANŽEK Matjaž, Slovénie, GUE
JOHNSSON FORNARVE Lotta, Suède, GUE
JÓNASSON Ögmundur, Islande, GUE
KAVVADIA Ioanneta, Grèce, GUE
KERESTECİOĞLU DEMİR Filiz, Turquie, GUE
KOX Tiny, Pays-Bas, GUE
KÜRKÇÜ Ertuğrul, Turquie, GUE
LOUCAIDES George, Chypre, GUE
MAURY PASQUIER Liliane, Suisse, SOC
MEALE Alan, Royaume-Uni, SOC
NORDQVIST Rasmus, Danemark, GUE
ÖZSOY Hişyar, Turquie, GUE
POSTOICO Maria, République de Moldova, GUE
PSYCHOGIOS Georgios, Grèce, GUE
RODRIGUES António Filipe, Portugal, GUE
SCHWABE Frank, Allemagne, SOC
VILLUMSEN Nikolaj, Danemark, GUE

Total = 22

1. GUE: Groupe pour la gauche unitaire européenne
   SOC: Groupe socialiste